

que je dirais encore qu'il est sage de protéger celles de nos industries qui ne sont pas arrivées à leur virilité. L'enfant est libre de vivre aussi : cependant, vous en prenez soin et vous savez qu'il ne vivrait pas sans cela.

Mais le marché n'est pas libre, tout le monde reste armé contre nous, et vous voudriez vous offrir désarmé aux coups de tout le monde ! Vous voudriez vous obliger à recevoir les produits de toutes les nations, sans pouvoir en obliger aucune à admettre les vôtres ! Vous ne garderiez pas même les moyens de négocier une liberté réciproque !

En vérité, cela dépasse mon intelligence. Je vois que toutes les nations, protégeant leurs industries, refusant nos produits et nous envoyant les leurs, vous nous destinez au doux métier de vivre de nos rentes. Mais où est le capital sur lequel se fondera cette commode existence ?

Une nation, un jour, crut le posséder ce capital de la paresse. Elle crut qu'elle pouvait, au moyen de l'or du Mexique, acheter sans vendre ; consommer sans produire. — Voyez ce que l'Espagne est devenue !

A la vérité, vous insinuez, Monsieur, que la protection n'est utile qu'au détenteur du capital, au propriétaire de la rente, et nullement au travailleur.

Mais vous vous dispensez de prouver ce singulier théorème. Je vous demande, en effet, si l'ouvrier de nos usines ne perdra pas aussi quelque chose, lorsque, nos forges étant tombées par la concurrence du fer anglais, il aura été congédié ?

Ne mêlons pas deux questions fort distinctes et toutes deux fort difficiles. C'est bien assez d'avoir à les résoudre séparément. — Le capital prélève une part sur les produits ; le travail en prélève une autre. — Est-elle trop forte pour l'un, trop faible pour l'autre ? c'est une question. — Mais, de quelque façon que vous la tranchiez, je vous défie même de la poser, s'il n'y a pas un produit à partager. — Et c'est ce qui arriverait par l'application de la doctrine du *Libre-Echange*.

Laissons là, Monsieur, toutes ces exagérations systématiques. Ne